

PROJET DE MODIFICATIONS À LA NORME CANADIENNE 44-101 SUR LE *PLACEMENT
DE TITRES AU MOYEN D'UN PROSPECTUS SIMPLIFIÉ*

1. L'article 4.1 de la Norme canadienne 44-101 sur le *placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié* est modifié :
 - 1^o par l'insertion, après le sous-alinéa *vi* de l'alinéa *a*, du suivant :
 - « *vii*) un exemplaire de tout modèle des documents de commercialisation à déposer en vertu de l'alinéa *e* du paragraphe 1 de l'article 7.6 de la règle, ou de l'alinéa *e* du paragraphe 1 de l'article 13.7 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*, et qui n'a pas encore été déposé; »;
 - 2^o par l'insertion, après le sous-alinéa *ii* de l'alinéa *b*, du suivant :
 - « *iii*) un exemplaire de tout modèle des documents de commercialisation à transmettre en vertu de l'alinéa *c* du paragraphe 4 de l'article 7.6 ou de l'alinéa *c* du paragraphe 2 de l'article 7.8 de la règle, ou de l'alinéa *c* du paragraphe 4 de l'article 13.7 ou de l'alinéa *c* du paragraphe 2 de l'article 13.12 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*, et qui n'a pas encore été transmis. ».
2. L'article 4.2 de cette règle est modifié :
 - 1^o par l'insertion, après le sous-alinéa *xi* de l'alinéa *a*, du suivant :
 - « *xii*) un exemplaire de tout modèle des documents de commercialisation à déposer en vertu de l'alinéa *e* du paragraphe 1 ou de l'alinéa *e a* du paragraphe 7 de l'article 7.6 de la règle, ou de l'alinéa *e* du paragraphe 1 ou de l'alinéa *a* du paragraphe 7 de l'article 13.7 ou de l'alinéa *e* du paragraphe 1 de l'article 3.8 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*, et qui n'a pas encore été déposé; »;

2° par l'insertion, après le sous-alinéa *ii* de l'alinéa *b*, du suivant :

« *iii*) un exemplaire de tout modèle des documents de commercialisation à transmettre en vertu de l'alinéa *c* du paragraphe 4 de l'article 7.6 ou de l'alinéa *c* du paragraphe 2 de l'article 7.8 de la règle, ou de l'alinéa *c* du paragraphe 4 de l'article 13.7 ou de l'alinéa *c* du paragraphe 2 de l'article 13.12 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*, et qui n'a pas encore été transmis. ».

3. Cette règle est modifiée par le remplacement des articles 7.1 et 7.2 par les suivants :

« 7.1. Définitions et interprétation

1) Dans la présente partie, on entend par :

« clause de confirmation » : toute clause d'un contrat d'acquisition ferme qui prévoit que celui-ci est subordonné à la condition que le chef de file confirme qu'un ou plusieurs autres preneurs fermes ont convenu de souscrire certains titres offerts;

« clause de sauvegarde » : toute clause d'un contrat qui permet aux preneurs fermes de mettre fin à leur engagement de souscrire des titres dans le cas où les titres ne peuvent être vendus avec profit en raison des conditions du marché;

« contrat d'acquisition ferme » : un contrat écrit qui réunit les conditions suivantes :

a) il prévoit qu'un ou plusieurs preneurs fermes ont convenu de souscrire tous les titres d'un émetteur qui sont offerts à l'occasion d'un placement au moyen d'un prospectus simplifié, à l'exception de titres pouvant être émis à l'exercice d'une option de surallocation;

b) il ne comporte pas de clause de sauvegarde;

c) à l'exception d'une option de surallocation, il ne prévoit aucune option permettant à une partie d'augmenter le nombre de titres à souscrire;

d) à l'exception de ce qui a été convenu dans une clause de confirmation conforme à l'article 7.4, il n'est pas subordonné à la condition qu'un ou plusieurs autres preneurs fermes souscrivent des titres offerts;

« information comparative » : l'information qui met des émetteurs en comparaison;

« placement canado-américain » : un placement de titres d'un émetteur effectué simultanément aux États-Unis d'Amérique et au Canada au moyen d'un prospectus déposé auprès d'une autorité en valeurs mobilières d'un territoire du Canada et d'un prospectus américain déposé auprès de la SEC;

« prospectus américain » : un prospectus qui a été établi conformément aux obligations, notamment d'information, de la législation fédérale américaine en valeurs mobilières pour le placement de titres enregistrés en vertu de la *Loi de 1933*.

- 2) Dans la présente partie, est assimilé au fait de « fournir » le fait de montrer un document à une personne sans lui permettre de le conserver ou d'en tirer de copie.

« 7.2. Sollicitation d'indications d'intérêt

Sous réserve du paragraphe 2 de l'article 7.4, l'obligation de prospectus ne s'applique pas à la sollicitation d'indications d'intérêt effectuée avant le visa d'un prospectus simplifié provisoire visant des titres qui doivent être placés au moyen d'un prospectus simplifié ou être émis ou transférés à l'exercice d'une option de surallocation et placés au moyen d'un prospectus simplifié conformément à la présente règle lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) avant la sollicitation, les conditions suivantes sont remplies :
- i) l'émetteur a conclu un contrat d'acquisition ferme;
 - ii) le contrat d'acquisition ferme fixe les modalités du placement, notamment le nombre et le type de titres et le prix par titre, et oblige l'émetteur à déposer un prospectus simplifié provisoire visant ces titres au plus tard 4 jours ouvrables après la date du contrat d'acquisition ferme;
 - iii) dès la conclusion du contrat d'acquisition ferme, l'émetteur a diffusé et déposé un communiqué annonçant le contrat;
- b) l'émetteur dépose un prospectus simplifié provisoire visant les titres en vertu du présent règlement dans un délai de 4 jours ouvrables après la date du contrat d'acquisition ferme;

- c) dès que le prospectus simplifié provisoire a été visé, un exemplaire est transmis à chaque personne ou société qui a manifesté un intérêt, en réponse à la sollicitation, à souscrire ou à acquérir les titres;
- d) à l'exception du contrat d'acquisition ferme visé au paragraphe *a* ou de la forme plus générale de convention de prise ferme visée au paragraphe 6 de l'article 7.3, aucune entente de souscription ou d'acquisition visant les titres n'est conclue avant que le prospectus simplifié n'ait été déposé et visé. ».

4. Cette règle est modifiée par l'addition, après l'article 7.2, des suivants :

« 7.3. Modification ou annulation du contrat d'acquisition ferme

- 1) Sous réserve des paragraphes 2 à 7, aucune partie au contrat d'acquisition ferme visé à l'alinéa *a* de l'article 7.2 ne peut accepter de modifier les modalités d'un placement prévues par ce contrat.
- 2) Les parties au contrat d'acquisition ferme visé à l'alinéa *a* de l'article 7.2 peuvent augmenter le nombre de titres que le ou les preneurs fermes doivent souscrire si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) le nombre de titres supplémentaires à souscrire n'excède pas 100 % du total du placement de base envisagé par le contrat original et des titres qui seraient acquis à l'exercice de l'option de surallocation;
 - b) le type de titres à souscrire et le prix par titre sont les mêmes que ceux prévus dans le contrat original;
 - c) l'émetteur dépose un prospectus simplifié provisoire visant le nombre accru de titres conformément à la présente règle dans un délai de 4 jours ouvrables après la date du contrat original;
 - d) dès l'acceptation de la modification du nombre de titres à souscrire, l'émetteur a diffusé et déposé un communiqué annonçant la modification;
 - e) aucune modification n'avait été apportée au contrat original en vue d'augmenter le nombre de titres à souscrire;
 - f) le contrat modifié est un contrat d'acquisition ferme et les conditions prévues à l'article 7.2 sont respectées.

- 3) Les parties au contrat d'acquisition ferme visé à l'alinéa *a* de l'article 7.2 peuvent réduire le nombre de titres à souscrire ou leur prix si la modification est faite au plus tôt 4 jours ouvrables après la date du contrat original.
- 4) Les parties au contrat d'acquisition ferme visé à l'alinéa *a* de l'article 7.2 peuvent prévoir que le ou les preneurs fermes devront souscrire des titres différents à un autre prix si les conditions suivantes sont réunies :
 - a)* dans le cas où ces titres remplacent en totalité ou en partie les titres visés dans le contrat original ou s'y ajoutent, le montant total des titres en dollars que le ou les preneurs fermes doivent souscrire en vertu du contrat modifié est le même que celui des titres qu'ils devaient souscrire en vertu du contrat original ou du contrat modifié conformément au paragraphe 2;
 - b)* avant de commencer la sollicitation d'indications d'intérêt relativement à ces titres et dès la modification du contrat original, l'émetteur a diffusé et déposé un communiqué annonçant la modification;
 - c)* l'émetteur dépose un prospectus simplifié provisoire visant ces titres conformément au présent règlement dans un délai de 4 jours ouvrables après la date du contrat original;
 - d)* aucune modification n'avait été apportée au contrat original en vue de prévoir la souscription de titres différents;
 - e)* le contrat modifié est un contrat d'acquisition ferme et les conditions prévues à l'article 7.2 sont respectées.
- 5) Les parties au contrat d'acquisition ferme visé à l'alinéa *a* de l'article 7.2 peuvent ajouter ou retirer un preneur ferme ou ajuster le nombre de titres que chacun d'eux doit souscrire de façon proportionnelle si les conditions suivantes sont réunies :
 - a)* le montant total des titres en dollars que le ou les preneurs fermes doivent souscrire en vertu du contrat modifié est le même que celui des titres qu'ils devaient souscrire en vertu du contrat original ou du contrat modifié conformément au paragraphe 2;

- b)* le contrat modifié est un contrat d'acquisition ferme et les conditions prévues à l'article 7.2 sont respectées.
- 6) Les parties au contrat d'acquisition ferme visé à l'alinéa *a* de l'article 7.2 peuvent remplacer ce contrat par une forme plus générale de convention de prise ferme qui prévoit, notamment, des droits d'annulation si cette convention respecte les modalités applicables à un contrat d'acquisition ferme en vertu de la présente partie.
- 7) Les parties au contrat d'acquisition ferme visé à l'alinéa *a* de l'article 7.2 peuvent convenir d'y mettre fin si elles décident de ne pas procéder au placement.

« 7.4. Clause de confirmation

- 1) Le contrat d'acquisition ferme visé à l'alinéa *a* de l'article 7.2 ne peut contenir de clause de confirmation que si les conditions suivantes sont réunies :
 - a)* en vertu du contrat, le chef de file fournit à l'émetteur un exemplaire du contrat qu'il a signé;
 - b)* l'émetteur signe le contrat le même jour que le chef de file le lui fournit conformément à l'alinéa *a*;
 - c)* le chef de file discute avec d'autres courtiers en placement de leur participation au placement à titre de preneurs fermes additionnels;
 - d)* le jour ouvrable suivant celui où le chef de file fournit le contrat conformément à l'alinéa *a*, celui-ci avise l'émetteur par écrit de l'une des circonstances suivantes :
 - i)* il a confirmé les modalités du contrat;
 - ii)* il ne confirme pas les modalités du contrat et celui-ci est annulé.
- 2) Si l'émetteur a conclu un contrat d'acquisition ferme confirmé conformément au paragraphe 1, l'obligation de prospectus ne s'applique pas à la sollicitation d'indications d'intérêt effectuée avant le visa d'un prospectus simplifié provisoire visant des titres qui doivent être placés au moyen d'un prospectus simplifié ou être émis ou transférés à l'exercice d'une option de surallocation et placés au moyen d'un

prospectus simplifié conformément au présent règlement lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) avant la sollicitation, les conditions suivantes sont réunies :
 - i) le contrat d'acquisition ferme fixe les modalités du placement, notamment le nombre et le type de titres et le prix par titre, et oblige l'émetteur à déposer un prospectus simplifié provisoire visant ces titres au plus tard 4 jours ouvrables après la date à laquelle le chef de file fournit l'avis visé au sous-alinéa *i* de l'alinéa *d* du paragraphe 1;
 - ii) immédiatement après que le chef de file a fourni l'avis visé à le sous-alinéa *i* de l'alinéa *d* du paragraphe 1, l'émetteur diffuse et dépose le communiqué visé au sous-alinéa *iii* de l'alinéa *a* de l'article 7.2;
- b) l'émetteur dépose un prospectus simplifié provisoire visant les titres en vertu du présent règlement dans un délai de 4 jours ouvrables après la date à laquelle le chef de file fournit l'avis visé au sous-alinéa *i* de l'alinéa *d* du paragraphe 1;
- c) dès que le prospectus simplifié provisoire a été visé, un exemplaire est transmis à chaque personne ou société qui a manifesté un intérêt, en réponse à la sollicitation, à souscrire ou à acquérir les titres;
- d) à l'exception du contrat d'acquisition ferme visé à l'alinéa *a* de l'article 7.2, aucune entente de souscription ou d'acquisition visant les titres n'est conclue avant que le prospectus simplifié n'ait été déposé et visé.

« 7.5. Sommaire des modalités type après l'annonce d'une acquisition ferme et avant le visa du prospectus simplifié provisoire

- 1) Le courtier en placement qui fournit un sommaire des modalités type à un investisseur éventuel avant le visa du prospectus simplifié provisoire est, à cet égard, dispensé de l'obligation de prospectus lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) le sommaire des modalités type est conforme aux paragraphes 2 et 3;
 - b) l'émetteur se prévaut de la dispense prévue à l'article 7.2 et respecte l'alinéa *a* de cet article;
 - c) toute l'information contenue dans le sommaire des modalités type au sujet de l'émetteur, des titres ou du placement, sauf les coordonnées du courtier en placement ou des preneurs fermes, répond à l'une des conditions suivantes :
 - i) elle est présentée dans l'un des documents suivants ou en est tirée :
 - A) le communiqué visé au sous-alinéa *iii* de l'alinéa *a* de l'article 7.2;
 - B) un document visé au paragraphe 1 de la rubrique 11.1 de l'Annexe 44-101A1 que l'émetteur a déposé;
 - ii) elle sera présentée dans le prospectus simplifié provisoire déposé subséquemment ou en sera tirée;
 - d) le prospectus simplifié provisoire sera déposé dans le territoire intéressé.
- 2) Le sommaire des modalités type visé au paragraphe 1 est daté et porte, sur la première page, la mention suivante ou une mention du même genre :
- « Un prospectus simplifié provisoire contenant de l'information importante au sujet des titres décrits dans le présent document n'a pas encore été déposé auprès de l'autorité en valeurs mobilières de/du [province[s] et territoire[s] du Canada visé[s]].
- « On peut obtenir un exemplaire du prospectus simplifié provisoire auprès de [insérer les coordonnées du courtier en placement ou des preneurs fermes]. Aucune souscription ou offre d'achat de titres ne peut être acceptée avant le visa du prospectus simplifié définitif.
- « Le présent document ne révèle pas de façon complète tous les faits importants relatifs aux titres offerts. Il est recommandé

aux investisseurs de lire le prospectus simplifié provisoire, le prospectus simplifié définitif et toutes leurs modifications pour obtenir l'information relative à ces faits, particulièrement les facteurs de risque liés aux titres offerts, avant de prendre une décision d'investissement. ».

- 3) Le sommaire des modalités type visé au paragraphe 1 ne contient que l'information prévue au paragraphe 2 et celle prévue au paragraphe 3 de l'article 13.5 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*.

« 7.6. Documents de commercialisation après l'annonce d'une acquisition ferme et avant le visa du prospectus simplifié provisoire

- 1) Le courtier en placement qui fournit des documents de commercialisation à un investisseur éventuel avant le visa du prospectus simplifié provisoire est, à cet égard, dispensé de l'obligation de prospectus lorsque les conditions suivantes sont réunies :
 - a) les documents de commercialisation sont conformes aux paragraphes 2 à 8;
 - b) l'émetteur se prévaut de la dispense prévue à l'article 7.2 et respecte le paragraphe a de cet article;
 - c) toute l'information contenue dans les documents de commercialisation au sujet de l'émetteur, des titres ou du placement, sauf les coordonnées du courtier en placement ou des preneurs fermes et l'information comparative, répond à l'une des conditions suivantes :
 - i) elle est présentée dans l'un des documents suivants ou en est tirée :
 - A) le communiqué visé au sous-alinéa *iii* de l'alinéa a de l'article 7.2;
 - B) un document visé au paragraphe 1 de la rubrique 11.1 de l'Annexe 44-101A1 que l'émetteur a déposé;
 - ii) elle sera présentée dans le prospectus simplifié provisoire déposé subséquemment ou en sera tirée;

l'alinéa e du paragraphe 1 ou à l'alinéa a du paragraphe 7 lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) l'information comparative et toute information connexe se trouvent dans une partie distincte du modèle des documents de commercialisation;
 - b) le modèle des documents de commercialisation déposé contient une note précisant que l'information comparative et toute information connexe ont été retirées conformément au présent paragraphe, à la condition que la note suive immédiatement l'endroit où se serait trouvée l'information retirée;
 - c) si le prospectus simplifié provisoire est déposé subséquemment dans le territoire intéressé, une version complète du modèle des documents de commercialisation est transmise à l'autorité en valeurs mobilières;
 - d) la version complète du modèle des documents de commercialisation contient l'information visée à l'alinéa d du paragraphe 4 de l'article 13.7 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*.
- 5) Les documents de commercialisation visés au paragraphe 1 sont datés et portent, sur la première page, la mention suivante ou une mention du même genre :

« Un prospectus simplifié provisoire contenant de l'information importante au sujet des titres décrits dans le présent document n'a pas encore été déposé auprès de l'autorité en valeurs mobilières de/du [province[s] et territoire[s] du Canada visé[s]]. Un exemplaire du prospectus simplifié provisoire doit être transmis à tout investisseur qui a reçu le présent document et manifesté un intérêt à acquérir ou à souscrire les titres.

« Aucune souscription ou offre d'achat de titres ne peut être acceptée avant le visa du prospectus simplifié définitif.

« Le présent document ne révèle pas de façon complète tous les faits importants relatifs aux titres offerts. Il est recommandé aux investisseurs de lire le prospectus simplifié provisoire, le prospectus simplifié définitif et toutes leurs modifications pour obtenir l'information relative à ces faits, particulièrement les facteurs de

risque liés aux titres offerts, avant de prendre une décision d'investissement. ».

- 6) Si des documents de commercialisation sont fournis avant le visa du prospectus simplifié provisoire conformément au paragraphe 1, l'émetteur inclut ou intègre par renvoi le modèle des documents de commercialisation déposé en vertu de l'alinéa e du paragraphe 1 dans son prospectus simplifié définitif, de la manière indiquée dans le paragraphe 1 de la rubrique 11.6 de l'Annexe 44-101A1.
- 7) Si le prospectus simplifié définitif ou sa modification modifie de l'information sur un fait important qui figurait dans des documents de commercialisation fournis avant le visa du prospectus simplifié provisoire conformément au paragraphe 1, l'émetteur prend les mesures suivantes :
 - a) il établit et dépose, au moment où il dépose le prospectus simplifié définitif ou la modification, une version modifiée du modèle des documents de commercialisation qui est soulignée pour indiquer l'information modifiée;
 - b) il inclut dans le prospectus simplifié définitif ou la modification l'information prévue au paragraphe 3 de la rubrique 11.6 de l'Annexe 44-101A1.
- 8) La version modifiée du modèle des documents de commercialisation déposée en vertu du paragraphe 7 est conforme à l'article 13.8 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*.
- 9) Si les documents de commercialisation sont fournis avant le visa du prospectus simplifié provisoire conformément au paragraphe 1 mais que l'émetteur ne respecte pas le paragraphe 6, les documents de commercialisation sont réputés, pour l'application de la législation en valeurs mobilières, intégrés dans le prospectus simplifié définitif de l'émetteur à la date de celui-ci, pour autant qu'ils ne soient pas expressément modifiés ou remplacés par de l'information contenue dans ce prospectus.

« 7.7. Séances de présentation après l'annonce d'une acquisition ferme et avant le visa du prospectus simplifié provisoire

- 1) Le courtier en placement qui tient une séance de présentation à l'intention d'investisseurs éventuels avant le visa du prospectus simplifié provisoire est, à l'égard de cette séance, dispensé de

l'obligation de prospectus lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- a) la séance de présentation est conforme aux paragraphes 2 à 4;
 - b) l'émetteur se prévaut de la dispense prévue à l'article 7.2 et s'est conformé à l'alinéa *a* de cet article;
 - c) le prospectus simplifié provisoire sera déposé dans le territoire intéressé.
- 2) Sous réserve de l'article 7.8, le courtier en placement ne peut fournir de documents de commercialisation à un investisseur qui assiste à une séance de présentation visée au paragraphe 1 que si ces documents sont fournis conformément à l'article 7.6.
- 3) Le courtier en placement qui tient une séance de présentation établit et respecte des procédures raisonnables pour faire ce qui suit :
- a) demander à tout investisseur qui assiste à la séance de présentation en personne, par conférence téléphonique, sur Internet ou par d'autres moyens électroniques de donner son nom et ses coordonnées;
 - b) tenir un registre de toute information fournie par l'investisseur;
 - c) dès que le prospectus provisoire est visé, fournir à l'investisseur un exemplaire du prospectus provisoire et de toutes ses modifications.
- 4) Le courtier en placement qui permet à un investisseur autre qu'un investisseur qualifié d'assister à une séance de présentation commence la séance en donnant lecture de la mention suivante ou d'une mention du même genre :

« La présentation ne révèle pas de façon complète tous les faits importants relatifs aux titres offerts. Il est recommandé aux investisseurs de lire le prospectus provisoire, le prospectus définitif et toutes leurs modifications pour obtenir l'information relative à ces faits, particulièrement les facteurs de risque liés aux titres offerts, avant de prendre une décision d'investissement. ».

« 7.8. Exception aux obligations de dépôt et d'intégration par renvoi pour les séances de présentation relatives à certains placements canado-américains

- 1) Sous réserve des paragraphes 2 à 4, le courtier en placement qui fournit des documents de commercialisation à un investisseur éventuel relativement à une séance de présentation pour un placement canado-américain n'est pas tenu de se conformer aux dispositions suivantes à l'égard du modèle des documents de commercialisation relatifs à la séance de présentation :
 - a) l'alinéa *e* du paragraphe 1 de l'article 7.6;
 - b) les paragraphes 6 à 9 de l'article 7.6;
 - c) les alinéas *b* et *c* du paragraphe 1, l'alinéa *b* du paragraphe 3 et le paragraphe 4 de la rubrique 11.6 de l'Annexe 44-101A1.
- 2) Le paragraphe 1 ne s'applique que si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) les placeurs s'attendent raisonnablement à ce que les titres offerts en vertu du placement canado-américain soient placés principalement aux États-Unis d'Amérique;
 - b) l'émetteur et les placeurs qui signent le prospectus simplifié définitif déposé dans le territoire intéressé accordent un droit contractuel libellé selon la mention prévue au paragraphe 5 de la rubrique 36A.1 de l'Annexe 41-101A1, ou une mention du même genre, sauf que le libellé peut préciser que le droit ne s'applique pas à l'information comparative fournie conformément au paragraphe 3;
 - c) si le prospectus est déposé dans le territoire intéressé, le modèle des documents de commercialisation relatifs à la séance de présentation est transmis à l'autorité en valeurs mobilières.
- 3) Si le modèle des documents de commercialisation relatifs à la séance de présentation contient de l'information comparative, il doit également contenir l'information prévue à l'alinéa *d* du paragraphe 4 de l'article 13.7 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*.
- 4) Le paragraphe 1 ne s'applique qu'aux documents de commercialisation fournis relativement à une séance de présentation. ».

5. L'Annexe 44-101A1 de cette règle est modifiée :

1° par le remplacement, dans la mention prévue à l'alinéa *a* de la rubrique 5.1, de « résilier cette convention à son[leur] gré sur le fondement de son[leur] appréciation de la conjoncture des marchés des capitaux; la convention peut également être résolue par la réalisation de certaines conditions. » par « mettre fin à la convention à son[leur] gré sur le fondement de [décrire toute clause de sauvegarde, clause de force majeure, clause extinctive pour cause de changement important ou autre clause similaire]; il peut également être mis fin à la convention à la réalisation de certaines conditions. »;

2° par l'addition, après la rubrique 11.5, de la suivante:

« 11.6. Documents de commercialisation

1) Si des documents de commercialisation ont été fournis en vertu du paragraphe 1 de l'article 7.6 de la règle ou du paragraphe 1 de l'article 13.7 ou 13.8 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*, l'émetteur fait ce qui suit :

a) il inclut, sous le titre « Documents de commercialisation » près du début du prospectus simplifié, l'information visée à la présente rubrique;

b) sous réserve du paragraphe 2, il inclut ou intègre par renvoi le modèle des documents de commercialisation déposé en vertu du règlement ou de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* dans le prospectus simplifié définitif;

c) il indique que le modèle des documents de commercialisation ne fait pas partie du prospectus simplifié définitif pour autant que son contenu ait été modifié ou remplacé par de l'information contenue dans le prospectus simplifié définitif.

2) L'émetteur peut se conformer à l'alinéa *b* du paragraphe 1 en incluant le modèle des documents de commercialisation déposé en vertu du règlement ou

de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* dans la partie du prospectus simplifié intitulée « Documents de commercialisation » ou dans une annexe à celui-ci à laquelle il est fait renvoi dans cette partie.

- 3) Si le prospectus simplifié définitif ou sa modification modifie de l'information sur un fait important qui figurait dans des documents de commercialisation fournis antérieurement :
 - a) donner des détails sur la façon dont l'information figurant dans les documents de commercialisation a été modifiée;
 - b) conformément au paragraphe 7 de l'article 7.6 de la règle ou au paragraphe 8 de l'article 13.7 ou 13.8 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*, indiquer ce qui suit :
 - i) l'émetteur a établi une version modifiée du modèle des documents de commercialisation qui a été soulignée pour indiquer l'information modifiée;
 - ii) la version modifiée du modèle des documents de commercialisation peut être consultée sous le profil de l'émetteur à l'adresse www.sedar.com.
- 4) Indiquer que tout modèle des documents de commercialisation déposé en vertu de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus* après la date du prospectus simplifié définitif et avant la fin du placement est réputé intégré dans le prospectus simplifié définitif.
- 5) Si l'émetteur se prévaut de l'exception prévue au paragraphe 1 de l'article 7.8 de la règle ou au paragraphe 1 de l'article 13.12 de la Norme canadienne 41-101 sur les *obligations générales relatives au prospectus*, inclure la mention prévue au paragraphe 5 de la rubrique 36.A.1 de l'Annexe 41-101A1 ou une mention du même genre.

INDICATIONS

Les documents de commercialisation ne peuvent, en droit, modifier le prospectus simplifié provisoire, le prospectus simplifié définitif ou leurs modifications. ».

6. La présente règle entre en vigueur le 13 août 2013.